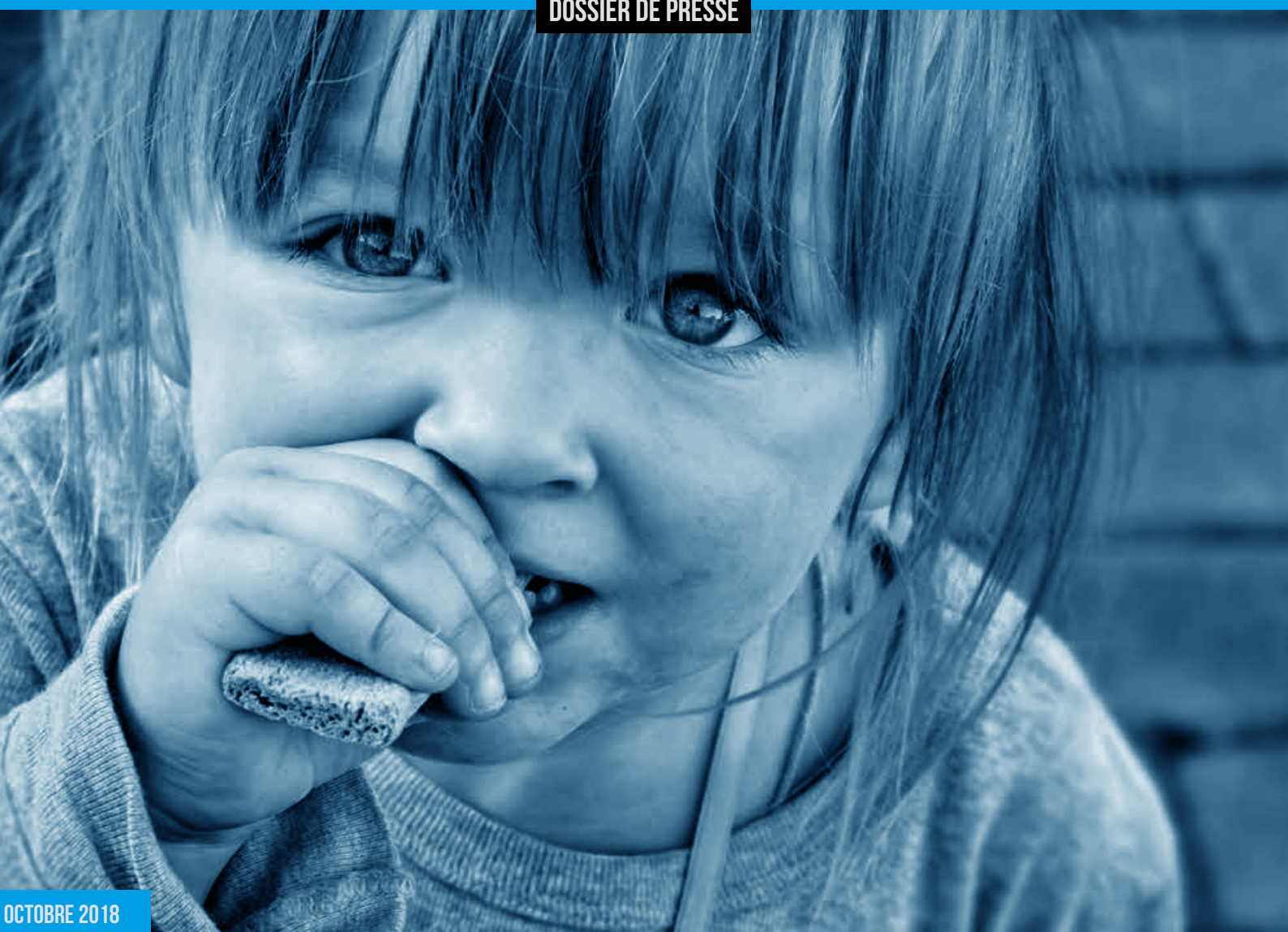


# LA DOTATION D'ACTION TERRITORIALE DANS LES MESURES DU PLAN PAUVRETÉ

DOSSIER DE PRESSE



OCTOBRE 2018

**BREAK POVERTY**  
FOUNDATION





## SOMMAIRE

---

BREAK POVERTY FOUNDATION  
PROPOSE UN NOUVEAU DISPOSITIF DE  
MOBILISATION CONTRE LA PAUVRETÉ DES  
JEUNES :  
LA DOTATION D'ACTION TERRITORIALE

UN PROJET PILOTE RÉUSSI  
À ROMANS-SUR-ISÈRE

UN DISPOSITIF RETENU  
DANS LES MESURES DU PLAN PAUVRETÉ

# QUAND LES ENTREPRISES SE MOBILISENT CONTRE LA PAUVRETÉ, ÇA MARCHE !

*La France compte 8,9 millions de pauvres et 26 % des ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans sont pauvres<sup>1</sup>. Il est urgent d'innover et de mobiliser de nouveaux acteurs dans ce combat. Break Poverty Foundation ouvre la voie d'une économie plus responsable et propose un nouveau dispositif de mobilisation des entreprises en matière de prévention de la pauvreté des jeunes : la Dotation d'Action Territoriale. Ce dispositif a été testé avec succès dans la ville de Romans-sur-Isère et prouve que l'on peut transformer notre modèle social en mobilisant tous les acteurs d'un territoire. Un dispositif qu'il est possible d'étendre au niveau national et qui a été retenu dans les mesures du Plan Pauvreté annoncé par le Président de la République le 13 septembre 2018.*

Les clignotants sont au rouge. Alors que le niveau de pauvreté avait baissé de manière continue au lendemain de la seconde guerre mondiale et ce jusqu'au début des années 2000, la tendance s'est inversée. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en France a augmenté de près d'un million au cours des 10 dernières années (2005-2015). C'est un renversement historique.

Les associations, les fondations et les collectivités locales envoient des messages de plus en plus alarmants. Et la crainte de la misère gagne du terrain dans l'esprit des français : 6 enfants sur 10 ont peur de devenir pauvres un jour<sup>2</sup>.

Partout en France les acteurs du social innovent et inventent de nouvelles approches pour répondre à l'ampleur des défis. Mais force est de constater que les mesures en place ne suffisent plus et que la sphère publique ne peut plus faire face à l'ampleur des besoins.

Le moment est venu de créer les conditions d'un changement et de réinventer notre modèle social.

<sup>1</sup> - INSEE, édition 2018 « le revenu et le patrimoine des ménages »

<sup>2</sup> - Enquête Ipsos 2015 pour le Secours Populaire français

## LES CHIFFRES DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE

**1015€/MOIS**

C'est le seuil de  
pauvreté monétaire  
en 2015 pour la France.

**8,9 MILLIONS  
DE PERSONNES**

sont en situation  
de pauvreté.  
Cela représente 14,2 %  
de la population.

**1/3 DES FAMILLES  
MONOPARENTALES**

sont en situation de  
pauvreté. La proportion  
a fortement augmenté  
en dix ans.

**26 %  
DES MÉNAGES**

dont la personne de  
référence a moins de  
30 ans sont pauvres

Données INSEE, édition 2018 « le revenu et le patrimoine des ménages »





**100 000 JEUNES**

sortent chaque année  
du système scolaire sans  
qualification et sans diplôme.

## POUR UN NOUVEL ENGAGEMENT DES ENTREPRISES

**M**algré une mobilisation croissante des entreprises en matière de mécénat, notamment depuis la loi Aillagon votée en 2003, leurs investissements ne suffisent pas à renverser la tendance en matière de pauvreté. Aujourd'hui seules 14 % d'entre elles réalisent des actions de mécénat et une part faible des sommes dépensées (17 %) est affectée au social<sup>3</sup>.

Par ailleurs la responsabilité sociale des entreprises se restreint souvent à des mesures sociales ou écologiques liées à leurs activités commerciales et à leurs relations d'affaires. Pourtant, être socialement responsable ne doit pas se restreindre à limiter son impact négatif (pollution...) ou à bien traiter ses clients, ses salariés ou ses fournisseurs. La responsabilité sociale de l'entreprise doit s'étendre à un engagement social sur l'ensemble de son territoire.

Un scénario de rupture s'impose. Il est temps de revoir notre modèle social, d'innover, de mettre fin à une dichotomie absurde entre le social et l'économique. Il est désormais urgent de donner aux entreprises les moyens d'affirmer une nouvelle forme d'engagement et de réinventer notre modèle social en France.



**NULLE ENTREPRISE NE GAGNE DANS UN MONDE QUI PERD. FACE À LA PAUPÉRISATION CROISSANTE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET DE SES JEUNES, LA DOTATION D'ACTION TERRITORIALE PERMETTRA DE MOBILISER LES ENTREPRISES ET DE FAVORISER DE NOUVELLES ALLIANCES LOCALES POUR ÉRADICUER LA PAUVRETÉ DES JEUNES ».**

Denis Metzger,  
Président de Break Poverty Foundation

### LE MÉCÉNAT D'ENTREPRISES EN FRANCE

Près de 3 milliards d'euros de dons ont été effectués par des entreprises en 2017 selon une étude réalisée par Recherches et Solidarités. Ces dons sont en nette progression : + 60 % depuis 2010\*.

#### Les 500 plus grandes sociétés donnent près de 60 % du total

Si les petites entreprises se mettent davantage au mécénat, elles ont encore du retard, le mécénat étant encore une affaire de grands groupes. Le taux des mécènes plafonne à seulement 2,1 % pour les entreprises de moins de 10 salariés ; et à 11,8 % pour celles employant entre 10 et 250 personnes. Quant aux plus grandes entreprises, 50,5 % sont donatrices.

La prédominance des plus grandes se retrouve sur le montant des dons déclarés. À elles seules, les 500 plus grandes sociétés donnent près de 60 % du total.

#### 72 % des entreprises soutiennent des projets sportifs et culturels<sup>4</sup>

Selon le baromètre sur le mécénat d'entreprise de l'Admical, les 3 domaines les plus choisis par les entreprises sont : le sport (48 %), le social (26 %) et le culturel (24 %). En montant, le social ne représente que 17 % des sommes versées.

\* Source : Étude « Mécénat, Déclarations fiscales des entreprises » publiée par Recherche et Solidarités, janvier 2018 (données issues de Bercy).

3 et 4 - Baromètre Admical Mai 2016 sur le mécénat d'entreprises en France [http://admical.org/sites/default/files/uploads/basedocu/barometre\\_admical\\_csa\\_2016\\_vdef.pdf](http://admical.org/sites/default/files/uploads/basedocu/barometre_admical_csa_2016_vdef.pdf)

# UNE DOTATION D'ACTION TERRITORIALE AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

La Dotation d'Action Territoriale, dispositif innovant de mobilisation des entreprises contre la pauvreté conçu par Break Poverty Foundation, a été retenu dans les mesures du Plan Pauvreté présenté par le Président de la République le 13 septembre dernier.

La France a désormais l'occasion de montrer l'exemple d'une économie plus responsable par le biais de ce dispositif.

Cette Dotation d'Action Territoriale prendra la forme d'une allocation volontaire pouvant aller jusqu'à **2 % du résultat net de l'entreprise, affectée à des programmes de lutte contre la pauvreté et contre l'exclusion des jeunes, sur le territoire même de l'entreprise.**

2 %, parce qu'une telle proportion permettra de financer des actions concrètes dans l'environnement de l'entreprise, et donnera tout son sens à l'impératif de responsabilité sociale.

Volontaire, car il n'y aura pas d'obligation. Il sera simplement demandé à l'entreprise de communiquer chaque année sur les dépenses qu'elle a réalisées dans le cadre de cette Dotation et les résultats visés localement. Si elle choisit de ne pas verser cette Dotation, elle devra juste l'indiquer.

La particularité de cette dotation est que l'entreprise décidera elle-même de son allocation sur des projets de son choix, sur son territoire, à destination des plus vulnérables, notamment les jeunes : aide alimentaire, soutien médical, amélioration des conditions d'hébergement, accès aux éléments fondamentaux d'éducation indispensables à l'insertion sociale, accompagnement individuel, retour à l'emploi, soutien aux personnes handicapées, insertion par le sport ou la culture.

Cette dotation bénéficiera des avantages fiscaux prévus par la loi Aillagon, qui permet aux entreprises de profiter d'une **réduction d'impôt de 60 % du montant de leur don. Le coût pour l'entreprise serait donc seulement de 0,8 % de leur résultat net.**

Loin d'être une charge pour les entreprises, la Dotation d'Action Territoriale doit être perçue comme un investissement dans l'avenir de leur territoire.

Ce nouvel engagement social de l'entreprise correspond à une attente croissante des 'millénials', cette génération de jeunes diplômés et de jeunes entrepreneurs animés d'un même désir de changement et souhaitant rejoindre une entreprise dont le projet ne se résume pas à la seule création de richesses économiques.



## ZOOM

### En Inde, une loi rend obligatoire la responsabilité sociale des entreprises

L'Inde est le seul pays au monde à avoir rendu obligatoire la responsabilité sociale des entreprises (RSE) avec la loi du CSR Act de 2013 (mise en œuvre à partir d'avril 2014).

Le dispositif prévoit que les entreprises (dont le résultat net est supérieur à 600K€) affectent 2 % de leur résultat à des actions de RSE dans les domaines de l'éducation, pauvreté, égalité homme/femme, assainissement ou nutrition.

La loi oblige les entreprises à communiquer sur les dépenses qu'elles ont réalisées. Si pour une raison ou une autre l'entreprise ne peut dépenser les 2% prévus, elle doit publier les raisons pour lesquelles elle n'a pas pu remplir son obligation.

Deux ans après sa mise en application, les dépenses liées à la responsabilité sociale des entreprises sont passées de 400 millions d'euros en 2013 à près de 3 milliards d'euros en 2016.

D'après une étude KPMG<sup>5</sup>, sur les 100 plus grandes entreprises cotées, 98 % ont rempli leurs obligations au titre du CSR Act en 2017. Parmi elles, 37 % des entreprises n'ont pas atteint l'objectif de dépense de 2 % de leur résultat net. Les raisons invoquées sont notamment des investissements pour la croissance de l'entreprise, des programmes à long terme ou des délais dans la mise en œuvre de leur stratégie de RSE.

Les entreprises investissent notamment dans des programmes de santé et d'éducation. Et dans la grande majorité des cas, elles investissent dans le territoire où elles opèrent.

**2 MILLIONS  
DE JEUNES DÉCROCHEURS**

en France, qui ne sont ni en emploi,  
ni en formation, ni en études.

# UN PROJET PILOTE RÉUSSI À ROMANS-SUR-ISÈRE : LES ENTREPRISES SE MOBILISENT MASSIVEMENT CONTRE LA PAUVRETÉ



Afin de montrer l'impact que l'engagement des acteurs locaux peut avoir sur un territoire, Break Poverty Foundation a développé un **projet pilote de la Dotation d'Action Territoriale à Romans-sur-Isère**, où les statistiques de la pauvreté y sont près de deux fois supérieures à la moyenne nationale (22 % de la population est pauvre, 30 % des ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans).

Avec le soutien du Maire, les principales entreprises de ce territoire ont été mobilisées. Les résultats de ce projet pilote parlent d'eux-mêmes. Sur les **21 entreprises contactées, 15 ont annoncé qu'elles soutiendraient un ou plusieurs programmes** parmi ceux qui leur ont été proposés.

Quelques semaines après le lancement de ce projet pilote, **220 000€ ont déjà été collectés pour financer ces programmes à Romans**, une ville de 33 000 habitants. **Sur 3 ans, avec le concours de la Mairie, c'est un million d'euros qui pourrait être levé pour offrir une chance à plus de 1 000 jeunes parmi les plus vulnérables.** On imagine alors aisément l'impact que pourra avoir une telle initiative menée à l'échelle nationale.

« **IL EST IMPORTANT POUR KROHNE ET SES SALARIÉS DE SE MOBILISER POUR L'AVENIR DES JEUNES DE NOTRE RÉGION. NOUS SOMMES FIERS D'ACCOMPAGNER DEUX PROGRAMMES MAJEURS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ À ROMANS-SUR-ISÈRE.** »

Jacques Van den Bosch,  
Directeur Général de KROHNE  
à Romans sur Isère

« **VEYRET TECHNIQUES DÉCOUPE EST DEPUIS LONGTEMPS ENGAGÉE DANS L'INSERTION DES JEUNES PAR L'EMPLOI. CE PARTENARIAT A DONNÉ UNE DIMENSION NOUVELLE À NOTRE ENGAGEMENT.** »

José Magalhaes,  
Président et Directeur Général de  
Veyret Techniques Découpe  
à Romans-sur-Isère

## LES PROJETS SOUTENUS PAR LES ENTREPRISES

Les projets choisis par les entreprises ciblent en priorité les jeunes, de la petite enfance à l'insertion professionnelle, et visent à prévenir la pauvreté.

- ➔ **Prévention du décrochage scolaire** des enfants du primaire par du soutien scolaire en petits groupes dès le CP.
- ➔ **Accompagnement des jeunes filles** vivant dans un quartier prioritaire de la ville afin de les intégrer dans des parcours de formation et d'insertion.
- ➔ **Parrainage de jeunes en difficulté par des salariés** d'entreprise afin de les aider dans leur scolarité et leur insertion professionnelle.
- ➔ **Lutte contre le décrochage post-bac** par l'ouverture d'un campus permettant l'accès aux études supérieures à 30 jeunes qui ne peuvent se déplacer.
- ➔ **Création d'une école de formation aux métiers** de la fibre adaptée aux jeunes décrocheurs.
- ➔ **Soutien aux familles monoparentales** par un soutien alimentaire ponctuel en contrepartie d'un engagement dans un projet personnel.







Marie-Hélène Thoraval

Maire de Romans-sur-Isère



**Aujourd'hui en France, il y a 9 millions de personnes pauvres, et 1 enfant sur 5 vit sous le seuil de pauvreté. Quel est le visage de la pauvreté à Romans ?**

La pauvreté est un fléau qui ne connaît aucune frontière et dont les contours même de sa définition semblent à géométrie variable. En effet, à Romans comme en France, sa réalité ne commence pas ni ne s'arrête aux seuils déterminés par l'INSEE ! S'il faut prendre au sérieux la pauvreté économique, il convient aussi de rappeler que **la misère ne se mesure pas uniquement à l'étroitesse du portefeuille ! Le décrochage scolaire, le chômage, l'isolement ou le renoncement aux soins** sont autant de facteurs qu'il faut savoir déceler pour anticiper l'issue inéluctable d'une pauvreté économique à terme. Face à ce fardeau que supportent aujourd'hui la plupart des communes, il serait malheureux de ne regarder la pauvreté qu'au prisme d'une situation financière.

**Quels sont les moyens mis en œuvre dans la ville pour soutenir les plus vulnérables ?**

Consciente du caractère hétérogène de la pauvreté, j'ai fait le choix – dans les limites de mes compétences - de mettre un terme à l'assistantat de guichet dès 2014 afin de **privilégier une approche individualisée et performante**. Ainsi, les services municipaux (Centre Communal d'Action Sociale, Centre d'Action Médico-Sociale Précoce, Direction de la Prévention et de la Sécurité Publique...) favorisent une gestion structurée et personnalisée des problématiques rencontrées en identifiant les facteurs profonds de la pauvreté pour mieux les éradiquer. Dès lors, les personnes suivies font l'objet d'un **accompagnement sur-mesure qui permet une réinsertion pérenne** et non simplement une aide financière ponctuelle et curative.

**Pourquoi avez-vous choisi de tester ce dispositif de Dotation d'Action Territoriale à Romans ?**

J'ai fait le choix audacieux d'implémenter le projet de la Fondation Break Poverty à Romans car j'estime qu'il témoigne d'une fine connaissance de ce qu'est effectivement la pauvreté en 2018. Il me semble que la **Dotation d'Action Territoriale permet de traiter non seulement la pauvreté économique mais plus globalement toutes les souffrances psycho-sociales susceptibles d'en devenir le terreau** : isolement, perte de confiance en soi, sous-estimation de sa valeur, décrochage etc. En agissant sur des leviers que l'INSEE n'intègre pas dans ses calculs, ce mécanisme innovant permet d'aborder la lutte contre la pauvreté d'une façon plus pertinente, plus profonde, plus efficace et plus efficiente à terme.

**Que pensez-vous des premiers résultats, notamment de l'engagement de tous les acteurs ?**

Au regard de l'engouement des entreprises et de leurs engagements respectifs, j'estime que les **premiers résultats sont particulièrement encourageants et extrêmement prometteurs**. Les entrepreneurs du territoire se sont véritablement imprégnés des problématiques locales et ont eux-mêmes choisi les projets qu'ils souhaitent aider pour les résoudre, ce qui atteste d'une implication authentique et sincère. Enseignement majeur de ces premières tendances : quand une collectivité, ses entreprises et ses associations s'engagent concomitamment en faveur de leur patrimoine commun, **le succès est forcément au rendez-vous !**





**Gilles Monteil**  
Directeur Financier  
Refresco

## Refresco, une entreprise engagée dans la lutte contre la pauvreté à Romans

« La décision de nous engager dans le projet de Break Poverty est rapidement apparue comme une évidence. Nous avons la conviction qu'au-delà de son objet économique, l'entreprise a un rôle plus large à jouer sur son territoire. C'est une partie de l'axe sociétal de notre politique de développement durable. Une entreprise comme la nôtre, structurée autour d'un projet de croissance, ne peut qu'être interpellée par la grande pauvreté et par toutes les personnes que la société laisse sur la touche. »

La formidable proposition de Break Poverty est une occasion rare de rassembler des différents acteurs des sphères sociales, économiques, associatives et politiques qui ne se rencontrent pas souvent, pour défendre ensemble la même cause. Nous sommes convaincus que les entreprises peuvent contribuer efficacement à un tel projet, bien sûr par le mécénat, mais aussi par l'apport d'expertise spécifique, par le bénévolat de ses collaborateurs, par sa capacité à ouvrir ses portes à un public éloigné de la réalité économique, ...

La force de Break Poverty est aussi d'agir très localement, sur un territoire connu, bien identifié et avec des objectifs clairement affichés. »



**Claire Didier**  
Directeur Générale  
Didier Matériaux

## Didier Matériaux, un 'coup de pouce' pour les plus jeunes

« Il est urgent de regarder autour de nous et d'admettre qu'en France aujourd'hui chaque enfant ne dispose pas des mêmes chances de réussite et que l'écart se creuse dès le plus jeune âge. »

Et si nous pouvions aider les enfants à avoir les mêmes chances de réussite ?

En tant que chef d'entreprise nous sommes régulièrement confrontés à des soucis de recrutement et notamment au manque de qualification des jeunes. Et pourtant, le nombre de chômeurs dans notre pays ne cesse de croître. Le rôle d'un chef d'entreprise n'est-il pas aussi de participer à construire l'avenir ?

Comment arriver ensemble à faire en sorte que demain chaque jeune sur le marché du travail ait les moyens d'apprendre un métier et puisse trouver un emploi ?

C'est à travers cette réflexion que j'ai découvert la fondation Break Poverty dont la vision, les projets et les missions correspondent tout à fait aux enjeux de la pauvreté en France

Si chacun d'entre nous à son niveau, et en fonction de ses moyens, accompagne dès le plus jeune âge ces enfants et leur donne « le coup de pouce » nécessaire alors peut-être allons-nous réussir à leur construire un avenir et ainsi faire reculer la pauvreté demain. »



**Guillaume Blanloeil**  
Directeur Général  
Saint-Jean

## Saint-Jean se mobilise contre le décrochage post-bac

« En tant qu'entreprise locale emblématique de son territoire, ancrée sur celui-ci depuis 80 ans avec ses Raviolos de Romans, nous sommes particulièrement sensibles à ceux qui, privés d'emploi, ont été exclus de notre société depuis la disparition de l'industrie de la chaussure. »

Nous nous devons d'avancer et d'innover, avec tous sans exception. C'est pourquoi, nous avons décidé, aux côtés de la fondation « Break Poverty » et de la Ville de Romans sur Isère de nous engager et créer la « Digitale Académie » afin d'aider de jeunes étudiants, ne pouvant financer ni leur logement ni leurs trajets, à entreprendre, malgré tout, des études supérieures ou qualifiantes. »





# BREAK POVERTY FOUNDATION

---

Les enfants et les jeunes sont les premières victimes de la pauvreté. À la Break Poverty Foundation, nous croyons que des solutions transformantes existent pour donner à tous les enfants, à tous les jeunes, l'espoir de se construire hors du cercle de l'extrême pauvreté.

Nous avons choisi de travailler sur les causes de la pauvreté pour mieux la prévenir. Nous identifions et soutenons des projets à fort potentiel en France et à l'international et dans les domaines suivants :

- ➔ **Soutien à la petite enfance**
- ➔ **Prévention du décrochage scolaire**
- ➔ **Accès au premier emploi**
- ➔ **Soutien à la parentalité.**

Nous développons ces programmes sur le long terme afin d'obtenir un impact important et durable. Nous mobilisons tous les acteurs, et notamment les entreprises, autour de ce combat.

Break Poverty Foundation est un fonds de dotation dont le siège est basé à Paris. Créé par Denis Metzger, Président d'un des principaux fonds d'investissement européens, Chequers Capital, le fonds compte notamment parmi ses administrateurs Serge Papin, Véronique Saint Olive, Christian Dargnat et Pierre Derieux.

## Contact Presse

---


**Immédias** / Jean Claude Roux : 06 07 57 60 30

**Break Poverty Foundation** / Valérie Daher : 06 70 01 58 34

**BREAK POVERTY**  
FOUNDATION

81 rue de Lille - 75007 Paris  
Tél : +33 (0)1 85 76 50 50  
[contact@breakpoverty.com](mailto:contact@breakpoverty.com)

 [@BreakPovertyFoundation](https://www.facebook.com/BreakPovertyFoundation)

 [@Break\\_Poverty](https://twitter.com/Break_Poverty)

 [BreakPovertyFoundation](https://www.instagram.com/BreakPovertyFoundation)

[www.breakpoverty.com](http://www.breakpoverty.com)

Break Poverty Foundation est membre du Centre Français des Fonds et Fondations.







# BREAK POVERTY

---

FOUNDATION

RENDEZ-VOUS SUR  
[WWW.BREAKPOVERTY.COM](http://WWW.BREAKPOVERTY.COM)